

MACRON Va-t'en et Va-t-en guerre (recueils 2018.03)

<http://coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php?post/2018/03/18/Macron-le-va-t-en-guerre-align%C3%A9-sur-les-USA>

Macron le va-t-en guerre aligné sur les USA

Par admin le Dimanche 18 mars 2018,

Aux ordres du lobby militariste nucléaire et de la stratégie d'affrontement international, le "young leader de la French-American Foundation" Macron va engloutir 25 milliards d'euros en quatre ans, 37 milliards en sept ans, pour renouveler les deux composantes de l'arsenal nucléaire naval et aérien français. Un exploit en pleine austérité budgétaire ! Et un danger incommensurable pour les peuples et la planète.

—
Les industriels du secteur de l'armement se frottent les mains et ont le sourire aux lèvres. Le Président de la République Macron, "young leader de la French-American Foundation", accède à leurs exigences bellicistes et de profits privés sur fonds publics : la France va renouveler les deux composantes de son arsenal dit de "dissuasion" nucléaire", navale et aérienne. Ainsi en a décidé le roi. Et sa cour applaudit.

Areva TA et le Commissariat à l'Energie Atomique, Thalès, Safran, Airbus, DCNS, MBDA ont été entendus sur toute la ligne. Et le gâteau est des plus savoureux : nouvelle génération de système porteur de missile, modernisation et renouvellement des sous-marins nucléaires. Recherches fondamentales et appliquées en tueries sophistiquées atomiques de masse incluses. Le CEA est en joie. D'autant que cela vient s'ajouter aux précédents emprunts et allocations octroyés sous les ères Sarkozy et Hollande. La nucléocratie jubile. A nous le pognon et le pouvoir absolu sur le pays.

La force imbécile de destruction atomique

Pour les siècles des siècles ou pour le moins les décennies à venir, la force imbécile de destruction atomique pudiquement nommée "dissuasion nucléaire" restera « la clé de voûte de la stratégie de défense tricolore ». C'est ce que grave dans le marbre projet de Loi de programmation militaire (LPM) pour la période 2019-2025 qui sera présenté à l'Assemblée Nationale fin mars. Plutôt la confrontation que la coopération, plutôt la mort que l'entente, plutôt le business guerrier que la paix. Au moment même où [122 États membres des Nations Unies](#) ont adopté en juillet dernier un Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et que la "Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires/Ican" s'est vue attribuer dernièrement le [prix Nobel de la Paix](#). Comme quoi les peuples, les pays non-nucléarisés, la société dite "civile" comptent pour des prunes dans l'ordre impérialiste dominant.

La préparation de l'holocauste nucléaire a un coût : 25 milliards d'euros sur la période 2019-2023, puis six milliards par an jusqu'en 2025 mais probablement au-delà tant la gloutonnerie mortifère n'a pas de limite. Avec un total de 37 milliards c'est 60 % de plus que dans la dernière loi de

programmation militaire. Chapeau le monarque du nouveau/vieux monde et du "en marche" arrière toute. En pleine austérité budgétaire c'est un véritable exploit de start-up !

Certes l'investissement est plus que lourd, très lourd et engageant des générations entières de Français mais qu'à cela ne tienne le jeune Président aux dents longues est là pour dynamiser l'économie et les profits, appliquer les directives du groupe mondialiste de Bildeberg et satisfaire les appétits des tueurs en série. Plutôt les amis financiers et les industriels de l'armement que le prix Nobel de la Paix.

Macron et la France bafouent les traités internationaux

La France a adhéré en 1992 au Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Par la décision guerrière atomique macronienne, elle renie donc sa signature et perd toute crédibilité internationale. Patrie des droits de l'Homme vous avez dit ? Foutaises et emberlificotages. D'autant que Macron a une sérieuse tendance à s'asseoir sur la démocratie en multipliant les coups de force de décisions par ordonnances et procédures accélérées, en jetant aux oubliettes la "représentation nationale", en tordant le bras aux organisations de salarié-es.

Illustration de l'autoritarisme ambiant : la commission "Défense nationale et forces armées" de l'Assemblée nationale a tout simplement refusé d'auditionner le représentant de "Ican France" et tout autre expert qui aurait pu mettre en question le principe de l'arsenal nucléaire. Le rapport d'information sur les enjeux industriels et technologiques du renouvellement des deux composantes de la dissuasion que la commission présentera aux députés est donc déjà une manipulation. Il est vrai que nombre de députés membres de la commission se sentent bien des affinités avec les industriels de la mort atomique. Alors qu'importe les milliards publics engloutis, la dépendance du pays à l'uranium et son extraction colonialiste comme au Niger, l'augmentation des tensions internationales, l'installation de groupes étrangers dans le capital des groupes bénéficiaires du développement de l'arsenal nucléaire français tels le passage de Alstom et Thermodyn (fabrication de turbines à vapeur nucléaire) sous contrôle de l'états-uniens General Electrics.

La procédure accélérée fera son oeuvre.

Nous pouvons donc dire en complément du propos de Bertolt Brecht « *Celui qui ne sait pas est un imbécile. Celui qui sait et qui ne fait rien est un criminel !* » que "celui qui sait et fait est un assassin."

Jean Revest

Commentaires

1. Le Dimanche 18 mars 2018, 19:23 par Oeil de Lynx

La véritable nature des hommes de mains US qui dirigent à marche forcée la France :

<http://mcca-ain.org/wanted/index-wanted.html>

2. Le Dimanche 18 mars 2018, 20:14 par Baracuda

Inde : "Macron dégage !" scandent les manifestants contre le projet nucléaire

Par redaction le Lundi 12 mars 2018, 13:43 - [International](#) - [Lien permanent](#)

Tandis que la presse bien-pensante et alignée sur la propagande macroniste loue en France les contrats-business, la population indienne manifeste contre les projets déments de la nucléocratie d'imposer une centrale nucléaire à Jaitapur dans l'Ouest du pays.

—
«*Macron va-t-en !*» : en Inde, la population et les anti-nucléaires manifestent contre Paris. Le déplacement à New Delhi du banquier-président de ce 10 mars s'est déroulé un peu différemment de ce que les médias mainstream tentent de faire croire.

Ainsi si les médias et journaux ont dressé d'une seule voix les louanges de la grandiose visite en Inde du grand timonier Macron et de sa charmante femme, chef VRP d'une délégation de bifteakards avides de profits, ce sont bien le pipeau et la manipulation qui ont constitué la stratégie de propagande du pouvoir. Bien au delà des annonces hasardeuses de contrats mirifiques signés telle la vente supposée de six réacteurs nucléaires de type EPR à l'Inde «avant la fin de l'année». Un dossier qui traîne en fait en longueur depuis plus d'une décennie.

Le projet initial avait été chiffré à près de 17 milliards de dollars (valeur 2009) et en novembre 2010, Anne Lauvergeon, alors PDG d'Areva, avait annoncé que le kilowatt-heure produit par la future centrale reviendrait à 4 roupies. Pipeau car en 2014, après plusieurs revirements de la part d'Areva, les gouvernements indien et français s'accordent sur un prix de... 6 roupies. 50% de plus ! Et ça ne s'arrête pas là : après la reprise des activités d'Areva en faillite par EDF en quasi-faillite le coût proposé par EDF est maintenant passé à 14 roupies ! Ça c'est de l'électricité pas chère !

La Nuclear power corporation of India (NPCIL) n'a finalement signé qu'un schéma industriel pour lequel d'ailleurs EDF, par la voix de son PDG, déclarait la semaine dernière ne plus vouloir lancer de nouveaux projets nucléaires à l'étranger. EDF se contenterait de jouer ici un rôle de "conseiller technique et ingénierie" mais lorsqu'on connaît l'incapacité à réaliser en France et en Finlande le moindre EPR, les indiens peuvent se faire du mouron. Comme dit un fin connaisseur du dossier : "la technologie EPR n'est pas encore effective".

L'Inde ce n'est pas la France : la responsabilité des nucléocrates en cas d'accident est intégrale et entière

Et ce n'est pas tout. La réglementation indienne est beaucoup moins laxiste que la française, notamment en matière de responsabilité des exploitants nucléaires en cas d'accidents. Si en France ils ne sont pas contraint d'indemniser les victimes en totalité en cas d'accidents nucléaire, en Inde ils doivent assumer pleinement leur responsabilités et ne pas reporter sur les contribuables et l'État leur fautes et manquements. Le "Civil Liability Nuclear Damage Act" de 2010 est l'une des lois les plus restrictives au monde découlant de la terrible catastrophe de Bhopal survenue en 1984. Elle vise à indemniser rapidement les victimes d'un accident nucléaire en reconnaissant la responsabilité

intégrale des opérateurs directs ou des fournisseurs d'équipement en cas d'accident ou d'omissions de leur fait.

Certes la macronie inféodé aux financiers et à la nucléocratie nous a régalaé d'images du Taj Mahal et des jeunes indiens enthousiastes devant les paroles du petit monarque tricolore. En bras de chemises - ça fait plus cool et conquérant - elle a tout fait surtout pour occulter une autre réalité bien tangible : l'opposition résolue d'une grande partie de la population indienne aux projets d'implantation nucléaire dans le pays.

Les habitants du village indien de Jaïpatur, dans l'Ouest du pays à 400 km au sud de Bombay, manifestent ainsi [depuis des années](#) contre le projet de centrale nucléaire que Paris, Areva initialement puis EDF aujourd'hui, veulent leur imposer. Sur une zone sismique quitte à faire [verser le sang](#). Loin des selfies et des leçons de vie dispensées par l'occidental dominant, les Indiens n'ont pas tous accueilli le président français à bras ouvert.

«Macron go back! Scrap Jaitapur nuclear power project!» («Macron va-t-en ! Abandonne le projet de centrale nucléaire à Jaitapur !») étaient brandis sur les panneaux des habitants soutenus par l'organisation "Dianuke" qui lutte en Inde contre le fléau et la mort nucléaire. Déjà en 2013 six conférences sur le nucléaire qui devaient avoir lieu dans des centres de l'Alliance française en Inde

Inde et nucléaire : "Macron go back !"

Lors de la visite du président français en Inde, EDF a signé un accord portant sur le projet de centrale à Jaitapur qui doit devenir la plus grande centrale nucléaire au monde, avec 6 réacteurs EPR. Ce projet se heurte à la population locale et a un défaut majeur : il se situe dans une zone...sismique traversée par trois failles tectoniques !



Extrait concernant Jaitapur, tiré d'un article des Amis de la Terre des Landes intitulé : "**Nucléaire : une affaire de très gros \$ou\$!**" [1] de 2011.

Jaitapur : un problème français – des réacteurs pour l'Inde (article de 2011)

Jaitapur, dans l'Etat indien du Maharashtra, est un nouveau projet nucléaire qui ne devrait pas tarder à atterrir sur le bureau des banques européennes. Avec plus de 10 000 MW prévus, il devrait s'agir de la plus grande centrale nucléaire au monde. Dans une première phase, l'entreprise indienne NPCIL (Nuclear Power Corporation of India Limited) cherche des financements pour construire deux EPR à Jaitapur. Cela soulève de sérieuses inquiétudes en matière de sûreté car Jaitapur se situe dans la seule partie des côtes indiennes classée « zone à risque important » de tremblements de terre. Trois failles tectoniques traversent le secteur, et plusieurs séismes ont été enregistrés dans les vingt dernières années. Le plus puissant, en 1999, a atteint la magnitude de 6,3 sur l'échelle de Richter. (...)

La construction en cours des EPR d'Olkiluoto en Finlande et de Flamanville en France a révélé de nombreux problèmes techniques de conception remettant en cause la sûreté de ce réacteur. (...) Ces difficultés pourraient bien s'exacerber en Inde, où le coût des deux premiers réacteurs de Jaitapur est officiellement estimé à 32 000 crores (5,4 milliards d'euros) – soit moins de la moitié du coût de ces mêmes réacteurs aujourd'hui en Europe.

Parmi les autres problèmes liés à ce projet figurent le manque de transparence et de consultation de la société civile, ainsi que des controverses sur une législation qui exempterait les entreprises étrangères de toute responsabilité en cas d'accidents et de contamination. Par ailleurs, la population locale est fortement mobilisée contre ce projet, et la répression contre les manifestations ne cesse de se durcir, allant jusqu'à la mort d'un opposant en avril 2011 [2].

Depuis l'annonce du projet en 2009, les autorités indiennes ont déclaré que HSBC et quatre banques françaises (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis) fourniraient 3 à 4 milliards d'euros en prêts. Elles ont également déclaré que la COFACE [3], l'agence de crédit à l'exportation française, fournirait la garantie nécessaire pour ces prêts.

En 2011, Juliette Renaud, chargée de campagne sur la Responsabilité des acteurs financiers aux Amis de la Terre, déclarait : *"Avant même d'avoir commencé, ce projet a déjà conduit à de graves atteintes aux Droits humains. Il a violé les réglementations indiennes et internationales en niant l'accès de la société civile à l'Etude d'impact environnemental et en procédant à des acquisitions forcées de terrains, sans même consulter les populations affectées. Le gouvernement français se retrouve face à un choix crucial : continuer à promouvoir ses exportations nucléaires coûte que coûte, ou privilégier la sécurité des populations, et éviter de lourds impacts sociaux et environnementaux en renonçant à soutenir ce projet nucléaire dangereux."*

Notes

[1] <http://www.amisdelaterre40.fr/spip/spip.php?article44>

[2] **Article de Libé (2011) :**

Un mort, plusieurs dizaines de blessés, des bus incendiés et des bâtiments publics vandalisés : les manifestations contre la construction d'une gigantesque centrale nucléaire par Areva à Jaitapur, au sud de Bombay, ont pris ces derniers jours une tournure violente. Un homme a été tué par des tirs de police, et plusieurs autres blessés par balles, lundi, lorsque des centaines de manifestants réclamant l'annulation du projet ont attaqué un commissariat. Mardi, c'est un hôpital qui a fait les frais de la grogne populaire, tandis que des manifestants bloquaient une autoroute en brûlant des pneus sur la chaussée.

Cela fait des mois que les habitants de cette région s'opposent à l'implantation de ce qui devrait devenir la plus grande centrale nucléaire au monde, d'une capacité de 9 900 MW. Ils s'étaient mobilisés en décembre lors de la visite en Inde de Nicolas Sarkozy, au cours de laquelle l'accord cadre entre Areva et l'entreprise publique NPCIL avait été signé pour la construction des deux premiers réacteurs EPR du site qui, à terme, devrait en compter six. A l'époque, la contestation portait avant tout sur la question de l'acquisition des terrains, les villageois des environs refusant de céder leurs terres. Depuis l'accident de Fukushima, la polémique se focalise sur la situation géographique du site : sur une faille sismique, et proche du littoral... Alors que les écologistes

Le président des riches ici et ailleurs

Macron en Inde. De nouveaux marchés pour le capital français à tout prix

En visite officielle en Inde, le président français a ressorti son sketch de « colon cool ». Cependant, l'objectif reste le même que ses prédécesseurs : décrocher des contrats de plusieurs milliards pour les multinationales françaises à tout prix, même en mettant en danger l'environnement et la vie de millions de personnes ou encore en attisant les frictions régionales afin de vendre des armes.

[Philippe Alcoy](#) lundi 12 mars 2018

Emmanuel Macron a entamé une longue visite officielle en Inde (du 9 au 12 mars). Il n'y a eu que des gestes d'amitié avec les autorités indiennes. Les président a également rencontré des jeunes, comme [au Burkina Faso au mois de novembre](#), avec qui il a répété le même numéro : apparaître comme un promoteur « cool » de l'individualisme, du faux penseur aux formules creuses, de la fausse irrévérence. Encore une mise en scène de la Com' de l'Elysée. Et si de Com' il s'agit, que dire de la visite « privée » dimanche au Taj Mahal du couple présidentiel. De quoi donner à manger à la presse people, fondamentale dans la propagande présidentielle.

Une visite calculée au détail près. Mais l'essentiel n'était pas là. Car comme Nicolas Sarkozy et François Hollande avant lui, Macron est venu en Inde parler affaires. Grosses affaires. « *Le sens pour moi de ce déplacement, c'est de faire de l'Inde notre premier partenaire stratégique de la région* », a martelé le président français.

Ce n'est pas une ambition nouvelle du patronat français. Depuis des années les entreprises françaises essaient de développer leurs affaires dans le marché indien, le deuxième pays le plus peuplé de la planète. Cependant, les relations entre la France et l'Inde sont pour le moment loin d'être celles du « premier partenaire de la région ». En effet, malgré des progrès dans les relations commerciales entre les deux pays, aussi bien la France que l'Inde restent des partenaires assez marginaux : l'Inde est le 18e client de la France et le 20e fournisseur ; alors que l'Elysée veut faire de la France « la porte d'entrée de l'Inde dans l'UE », elle n'est que le quatrième partenaire commercial de New Dehli après l'Allemagne, la Grande Bretagne et la Belgique.

Cependant, malgré ces faiblesses des échanges entre les deux pays, Macron a réussi à signer plusieurs contrats avec l'Inde d'une somme de 13 milliards d'euros. Le principal bénéficiaire de l'assistance de l'Elysée a été cette fois l'entreprise Safran qui décroche un contrat de 12 milliards d'euros. Cette entreprise du secteur aéronautique, mais présente aussi dans la défense, fournira et assurera la maintenance des moteurs d'avion de la compagnie low-cost indienne Spicejet.

D'autres bénéficiaires du voyage présidentiel en Inde sont Alstom qui essaiera de décrocher des contrats pour la construction de lignes de métro dans plusieurs villes du pays ; la SNCF qui espère être désignée pour la construction d'une ligne de train reliant Dehli à Chandigarh ; Suez, un autre « champion hexagonal » qui assurera l'approvisionnement d'eau potable dans une ville du Sud du pays.

Une centrale nucléaire à haut risque

Une mention spéciale est méritée par la négociation entre le gouvernement français et l'Inde pour l'achat de six réacteurs nucléaires de type EPR, fournis par EDF. Ce projet, qui est en pause depuis 2009, génère beaucoup de controverses car cette centrale nucléaire, qui serait la plus grande au monde, aurait des impacts négatifs sur les conditions de vie de la population locale et détruirait en grande partie la faune et la flore de la région. Mais le danger le plus important se trouve dans le fait que le lieu où l'on a planifié d'installer la centrale nucléaire, à Jaitapur, se trouve dans une zone sismique. D'ailleurs, cela lui a valu un accueil assez clair de la part de la population locale qui a manifesté, en portant des pancartes et banderoles où on pouvait lire « *Macron go back* ».

Mais pour Macron, « *business is business* ». Peu importe s'il a voulu axer son voyage sous le signe de la « *défense de l'environnement* » en annonçant l'inauguration d'une centrale d'énergie solaire, tout en se félicitant de l'avancement d'une centrale nucléaire à haut risque. Macron est en train d'anéantir tout un pan d'acquis sociaux des travailleurs et des classes populaires en France, avec un mépris de classe assez développé en prime. On ne peut pas lui demander non plus qu'il s'inquiète de l'environnement et des conditions de vie des populations en Inde.

A la recherche de nouveaux marchés, des capitalistes dépendants de l'État

Malgré toute la communication de l'équipe présidentielle et les discours sur les « ruptures », le voyage de Macron s'inscrit dans la continuité totale de la tradition du personnel politique de l'impérialisme français. C'est-à-dire l'intervention directe des présidents et ministres auprès des Etats et gouvernements « partenaires » pour aider les multinationales hexagonales à décrocher des contrats se chiffrant en milliards d'euros.

L'une des caractéristiques du capitalisme français c'est d'avoir développé de grandes entreprises, leaders mondiaux dans des secteurs en général gérés par les Etats ou de très grandes entreprises : infrastructure, armements, transports. C'est en ce sens que malgré les discours des néolibéraux sur la nécessité de réduire les interventions de l'Etat dans l'économie, pour ces multinationales françaises, l'intervention de l'Etat et des gouvernements est fondamentale.

En ce sens, l'Inde présente de très grandes opportunités pour ces entreprises. Il s'agit d'un pays dit « émergent » dont les besoins en infrastructures sont énormes. Le patronat français voudrait en outre diversifier le commerce avec l'Inde qui pour l'instant reste très centré sur l'industrie de l'armement.

Entretenir les tensions régionales pour bénéficier à l'impérialisme français

Cependant, diversifier le commerce ne signifie aucunement pour le patronat hexagonal réduire l'importance de l'industrie de l'armement. Au contraire, l'une des priorités du voyage de Macron était que l'Inde commande plus d'avions de combat Rafale et de sous-marins, [après les contrats signés en 2016](#).

Mais au-delà des éventuels profits de l'industrie de l'armement française, l'aspect militaire et géostratégique reste également central dans la visite de Macron à l'Inde. En effet, avec le Brexit, la France prétend récupérer le rôle de lien entre l'Inde et l'UE : « *votre partenaire historique, traditionnel en Europe a toujours été le Royaume-Uni, et je veux que la France devienne le nouveau partenaire, le partenaire de référence du XXIe siècle* », a déclaré Macron au magazine *India Today*.

Le projet de Jaitapur est situé en pleine région sismique; en 20 ans, trois séismes dépassant 5 sur l'échelle de Richter ont eu lieu. Pourtant, Areva vendait ce projet avec comme argument que les Japonais n'avaient pas de problème grave dans un pays plus que tout autre exposé aux tremblements de terre... C'était juste avant Fukushima. En novembre 2010, notamment suite à des pressions des Américains et d'Areva, main dans la main avec de grandes entreprises Indiennes (Tata, Larsen & Toubro, Godrej notamment), le gouvernement indien a adopté une loi (*Nuclear Liability Bill*) limitant les responsabilités des fournisseurs étrangers et même de l'opérateur en cas d'accident au prétexte de rendre le nucléaire assurable. Cela avait fait quelques remous dans un pays où les victimes de l'Union Carbide à Bhopal attendent toujours des indemnités depuis 1984. Mais on voit par là la nature très particulière du souci de sécurité qui anime Areva dans ce pays.



Areva dégage !

(En fait, la *Nuclear Liability Bill* est un clone de la Convention de Paris (1960) elle-même inspirée de la Price-Anderson Act (1957), qui exempte tous les acteurs, nationaux ou étrangers, opérateurs ou fournisseurs, de responsabilité envers les tiers, au delà d'un montant nominal, inférieur au coût d'un seul réacteur, pour rendre le nucléaire assurable. En l'occurrence, la pression était très visible surtout du cote Américain, et le « deal » très explicite était : les USA se font fort de convaincre les pays membres du Nuclear Supplier Group (NSG) d'accepter l'Inde comme un partenaire en dépit du fait qu'elle n'a pas signé et ne signera pas le traité de non-prolifération. En échange, l'Inde a promis d'acheter « au moins 20,000 GW » d'électricité nucléaire aux USA et bien sûr d'adopter une loi d'exemption de responsabilité qui permette aux entreprises Américaines mais aussi Indiennes (comme Tata, Larsen & Toubro, qui ont fait du lobbying intense) d'investir leurs sous sans crainte de risques financiers en cas de catastrophe.)

Dans un article du mensuel *Le Monde Diplomatique* du mois d'avril, [Atome contre biodiversité à Jaitapur](#), le journaliste antinucléaire indien [Praful Bidwai](#) (On trouve sur son site une version anglaise plus étoffée de cet article et d'autres informations), nous apprend également que « *Jaitapur est essentiel à la viabilité d'Areva qui est en crise et attend une injection massive de capitaux. Si Jaitapur s'effondre, cette crise va se renforcer. La compagnie française mène donc un lobbying intense auprès du gouvernement indien pour qu'il poursuive ce projet, contre la volonté des habitants.* »

Les populations locales sont donc prises entre la folie des grandeurs des nucléaristes indiens et la fuite en avant industrielle et commerciale d'Areva... Mais elles ne se découragent pas et manifestent pacifiquement leur opposition au projet depuis 2006. Le nouveau gouvernement de la province du Maharashtra compte dans ses rangs l'ancien ministre d'Etat de l'énergie nucléaire, qui considère les opposants et les critiques comme des ignorants et des « luddites anti-développement ». Sur ce dernier point, il n'a pas tort! Car en quelques années, les pêcheurs et paysans de la région ont appris ce que c'est que la radioactivité et ses effets. L'Inde est en effet déjà depuis [1969](#) une « nation nucléaire » (première bombe A en 1974), les mines d'uranium de Jaduguda et les rejets radioactifs de la centrale nucléaire de Rajasthan (RAPS) fournissent déjà de quoi s'instruire sur l'avenir radieux que promet le développement de cette industrie.

De fait, il y a une très forte résistance des populations locales (env. 40.000 personnes directement concernées) qui ont refusé dans leur grande majorité les indemnités du gouvernement pour leurs terres, même après que celui-ci ait proposé de les multiplier par sept. Manifestement, ces gens semblent penser que leur mode de vie communautaire et autonome – ils tirent leur subsistance de la nature luxuriante environnante – n'est « pas négociable »! La répression du mouvement est également féroce: des centaines de personnes sont en prison pour des motifs les plus invraisemblables, les réunions de plus de 5 personnes sont interdites, la région est bouclée par de nombreux barrages de police et des observateurs ou des « citoyens éminents » qui soutiennent le mouvement ont été empêchés de se rendre sur place. L'opposition n'en reste pas moins « non-violente », comme cette manifestation qui, en [novembre dernier](#), devant 250 policiers armés et en tenue de combat a rassemblé 3.000 personnes qui toutes ont silencieusement réclamé... d'être mises en garde à vue! La *Jail Bharo Protestation* (« protestez en remplissant les prisons ») est une des tactiques de combat non-violente inventée par Gandhi qui est très courante en Inde. Et efficace, puisqu'en affirmant clairement un rapport de force, la police a finalement demandé aux meneurs d'arrêter l'afflux des villageois. Cette action était une réponse aux mensonges et au mépris du gouvernement qui prétendait que le calme règne et que l'opposition n'est le fait que d'une poignée d'agitateurs.

L'Inde, comme le Japon, comme la France, est une démocratie. Mais la mafia nucléariste emploie partout les mêmes méthodes, le secret, le mensonge, la répression de l'opposition, pour imposer ses monstruosité mortifères: qui essaiera de savoir où sont stockés les déchets nucléaires en Inde – sans même parler de savoir comment ils le sont – sera envoyé en prison, parce que cette industrie a obtenu le droit de se cacher derrière le *Official Secret Act*. Ce qui se passe en Inde aujourd'hui autour de Haripur et de Jaitapur ressemble en tous points à ce qui s'est produit en France ou au Japon dans les années 1970, lors du développement des programmes nucléaires de ces pays. Il ne manquera pas non plus de gouvernements socio-démocrates ou écologistes qui, s'étant fait élire sur un vague refus du nucléaire, retourneront leur veste une fois au pouvoir, comme par exemple le fit Mitterrand qui en 1981 renonça à Plogoff mais fit donner l'armée pour imposer Chooz en 1982.

Quand bien même le nucléaire serait vraiment propre et sûr – ce qui lui est intrinsèquement impossible –, il restera encore une raison majeure de le refuser: quand tant de puissance est concentrée en si peu de mains, la démocratie est menacée par le mépris de la vie qui se donne libre cours.

A l'heure où les peuples arabes se révoltent et pour certains accèdent enfin à la démocratie, peut-être avons-nous un peu trop oublié que nous vivons à l'ombre de la tyrannie technologique (Voir *La tyrannie technologique, critique de la société numérique*, éd. L'Echappée, 2007). Tyrannie plus soft et plus cool que celle des dictateurs arabes, certes, mais tyrannie tout de même qui, avec les déchets nucléaires, s'installe tranquillement dans nos vies et sur la société pour des siècles et des siècles, amen.

On ne peut pas vivre libre et heureux à l'ombre d'une centrale nucléaire. La solidarité antinucléaire doit être internationale.

Tranbert (avec l'aide de Laurent, notre correspondant en Inde)

Article paru dans *L'Ire des chênaies* n°389, hebdomadaire de [Radio Zinzine](http://www.radiozinzine.org/).

<http://www.radiozinzine.org/>